

AUGUSTO PINOCHET ET LA DICTATURE SANGLANTE

Augusto Pinochet, figure controversée de l'histoire chilienne, naquit le 25 novembre 1915 à Valparaíso, port d'embruns et d'acier, dans un Chili tiraillé entre traditions rurales et aspirations modernes. Enraciné dans une famille modeste de classe moyenne, il gravit lentement, patiemment, les échelons de la hiérarchie militaire, jusqu'à devenir général de division en 1973, à l'âge de 57 ans. Longtemps effacé, loyal, presque terne aux yeux de certains, il incarne pourtant bientôt la figure d'un tournant historique brutal, qui allait profondément marquer l'Amérique du Sud.

Le 11 septembre 1973, alors que Santiago se réveille sous un ciel gris, les avions de chasse rugissent au-dessus du palais de La Moneda. Ce jour-là, Salvador Allende, président socialiste démocratiquement élu, meurt dans la violence d'un coup d'État orchestré par les forces armées. Pinochet, jusque-là chef d'état-major depuis moins de trois semaines, s'impose comme le visage de la junte. Le général austère devient dictateur.

À peine le pouvoir saisi, Pinochet dissout le Congrès national, interdit les partis politiques et suspend la Constitution de 1925. Un Conseil de gouvernement militaire est formé, mais il ne tarde pas à concentrer tous les leviers entre ses mains. En juin 1974, il se proclame officiellement « Président de la République ». Dès lors, il règne sans partage sur le Chili pendant 16 longues années.

Sous son régime, la répression devient méthode. La DINA, police politique créée en 1974, traque les opposants. On estime à plus de 3 000 le nombre de morts ou disparus entre 1973 et 1990. Les centres de détention clandestins se multiplient, les tortures deviennent monnaie courante, les exils se chiffrent en dizaines de milliers. Le Chili, naguère cité en exemple pour sa tradition démocratique, sombre dans la peur.

Mais Pinochet, ce n'est pas seulement la botte militaire. C'est aussi un laboratoire économique. Sous l'influence des « Chicago Boys », jeunes économistes formés aux États-Unis, il engage dès 1975 une libéralisation brutale. Privatisations massives, fin du contrôle des prix, ouverture totale aux marchés internationaux : le pays subit un choc monétariste sans précédent. L'inflation, qui dépassait les 500 % en 1973, chute drastiquement. En 1981, la croissance atteint 6,3 %, mais au prix d'un chômage à deux chiffres et d'une explosion des inégalités.

Pinochet gouverne en s'appuyant sur une nouvelle Constitution, approuvée par un référendum contesté en 1980. Celle-ci prévoit qu'il demeure président jusqu'en 1989 et offre aux militaires un rôle privilégié dans les institutions. Il se pare de la légalité, mais conserve l'épée au côté. L'année suivante, le régime traverse une grave crise économique. En 1982, le PIB chute de 14 %, les banques sont nationalisées, et la misère s'étend dans les quartiers populaires.

Pourtant, il tient bon. Inflexible, il réprime les manifestations avec rigueur. Les années passent. Le monde change. Le mur de Berlin commence à se fissurer. La pression internationale se fait plus forte. L'isolement du régime s'accroît. Pinochet, imperturbable, accepte à contrecœur un référendum en 1988 sur la prolongation de son mandat. Le 5 octobre, contre toute attente, le « Non » l'emporte avec 55,99 % des voix. Le peuple dit non à la peur.

En 1990, il quitte le pouvoir exécutif, mais reste à la tête des forces armées jusqu'en 1998. Ensuite, il devient sénateur à vie, statut prévu par sa propre Constitution, comme ultime rempart contre la justice. Mais l'Histoire n'oublie pas. En octobre 1998, à Londres, il est arrêté sur ordre du juge espagnol Baltasar Garzón, pour crimes contre l'humanité. Ce vieux général, alors âgé de 82 ans, découvre les fers d'une cellule, bien qu'il ne soit jamais jugé ni condamné.

Libéré en 2000 pour raisons de santé, il rentre au Chili, affaibli, mais toujours vénéré par une frange de la population. Son immunité parlementaire est levée, les procès s'enchaînent, mais la justice avance lentement. Il meurt le 10 décembre 2006, à 91 ans, sans avoir été condamné. Ses funérailles, célébrées sans les honneurs d'État, sont à l'image de sa fin de règne : discrètes, surveillées, tendues.

Pinochet, en définitive, fut un paradoxe vivant : modernisateur économique pour certains, tyran impitoyable pour d'autres. Il transforma le Chili, le fit entrer de force dans l'ère du néolibéralisme, mais au prix du sang et du silence. Il laissa derrière lui un pays divisé, une mémoire blessée, et des milliers de voix réclamant encore justice. Son nom, inscrit à jamais dans les marges sombres de l'Histoire, continue de hanter les avenues chiliennes.

